

SUPPRESSION DES EDITIONS NATIONALES
DE FRANCE 3

Le combat commence !

Chers membres de la direction, nous vous avons attendu le 12 juillet dernier ! En vain... Vous avez délibérément choisi de snober le CSE du Siège. Pourtant, d'une manière générale, vous êtes plutôt en avance pour nous faire des mauvais coups ! Et pour venir plastronner en séance, en nous expliquant généralement qu'ils relèvent du "sens de l'histoire". Le dernier en date, c'est donc votre projet « Tempo ». Un projet ou plutôt, si nous appliquons le verbiage du directeur de l'information, nous devrions parler d'intention ou d'orientation stratégique. La nuance est de taille. Cela signifie simplement que le vocable utilisé jusqu'ici était une sorte de paravent empêchant la direction de répondre à nos questions.

Nos questions, là aussi soyons précis. Parlons plutôt de nos fortes inquiétudes. Car depuis la révélation présidentielle, « Tempo » est dans tous les esprits. Le mal est fait ! Avec cette annonce juste avant les vacances d'été, la technique de la sidération ultime a fonctionné. Une belle méthode RH, bien pensée, comme toutes ces réformes pétries de violence sociale. La dernière en date souvenons-nous, c'était le transfert des salariés de France Télévisions SA vers France Télévisions Studios. Un transfert imposé sans discussion possible, si ce n'est l'accompagnement des salariés vers la sortie. Il aura fallu un drame, et une tentative de suicide à Télématin pour que la direction daigne enfin corriger le projet, dont nous attendons la version définitive.

« Tempo » démarre de la même manière. On annonce le pire en voulant nous faire croire que cette réforme annonce le meilleur. Non, c'est bien le pire pour les salariés du Siège qui travaillent sur les éditions d'information : la fin des journaux nationaux de France 3. Au SNJ, nous ne sommes pas surpris.

Au moment de l'annonce de la fusion des rédactions, il y a une dizaine d'années, nous écrivions que cela se terminerait par la disparition du 12/13 et du 19/20. Les directions successives ont menti, affirmant que cela ne serait pas le cas.

La politique du mensonge également au sujet du Soir 3, supprimé en 2019 au profit du 23 heures de France Info. Une disparition programmée malgré les démentis de la présidence ou du directeur de l'information de l'époque. Un 23 h dont l'audience n'a jamais atteint les niveaux de celui de France 3 et qui disparaît finalement en cette rentrée. Son identité se retrouve noyée dans une grande tranche horaire vespérale de la chaîne Info.

Avec le recul, tout le monde s'accorde à dire que ce transfert de quelques salariés de France 3 vers France Info n'était qu'un cheval de Troie pour nous préparer à ce qui devrait arriver en 2023. La suppression des deux autres éditions nationales de France 3. Et nous ne sommes pas dupes. L'objectif d'une régionalisation low-cost n'est qu'un leurre ! L'enjeu est bien de renforcer à moindre coût la chaîne Info de la présidente. Il n'est pas question de remettre en cause le travail de nos collègues. Jamais ! La direction a bien tenté, en déformant nos propos depuis sa création en 2016, d'opposer le personnel de France Info à notre organisation syndicale. Mais elle n'a pas réussi. Le SNJ n'a rien fait d'autre que de s'opposer au projet de Madame Ernotte. En dénonçant les métiers hybrides, le manque de personnel dès l'origine, le management brutal, et les mauvaises conditions de travail ! Nous contestons également un projet éditorial qui, en changeant régulièrement, déstabilise les salariés, car France Info n'est pas dimensionnée pour être une réelle chaîne de « Breaking news », par exemple. Et à force de se chercher, le canal 27 fait peser sur les épaules du personnel toutes les carences que nous dénonçons depuis six ans dans cette instance et ailleurs.

(suite en page 2...)

(...)

Et voilà donc qu'une fois de plus, la trahison s'installe ! La présidente nous parle de régionalisation, alors qu'elle pense en fait uniquement à redéployer une partie des salariés de la rédaction nationale vers France Info. Soit physiquement soit à minima par le fruit de leur travail. Et qui sait si, à la marge, certains seront tentés de partir vers les antennes régionales ? Et que fera la direction si le nombre de volontaires n'est à ses yeux pas suffisant ? Forcera-t-elle la main aux salariés qui ne sont pas dans le casting des éditions de France 2 en les incitant à partir ? La direction va nous répondre que non, bien sûr ! Le problème, c'est que nous ne pouvons plus vous croire...

Ce CSE extraordinaire a donc été demandé par certains élus, et c'est légitime.

Mais entre temps, à l'initiative du SNJ, cinq organisations syndicales ont déposé un préavis de grève pour le 12 septembre prochain. Un préavis, né dans notre esprit après l'affront subi par les élus du Siège le 12 juillet dernier, quand vous n'avez pas daigné venir devant nous. En préférant un « tchat » avec les salariés » pour la présidente, ou aller à la rencontre des journalistes en ce qui concerne les directeurs de l'information et de la rédaction nationale.

Pas une minute pour les élus ce jour-là ! Rien ! Le CSE du mois de juillet s'est tenu sans nous, sans les représentants des salariés et sans les organisations syndicales représentatives du Siège. Pas par susceptibilité non ! Mais en initiant ce mouvement, le SNJ a voulu vous envoyer un message clair.

Nous nous plaçons d'ores et déjà sur votre route ! Celle qui selon vous doit nous faire disparaître d'un claquement de doigts. En niant les métiers, le professionnalisme et la vie de chacun d'entre-nous ! Certains portent les éditions nationales de France 3 depuis des décennies, d'autres depuis quelques années, mais nous sommes tous au rendez-vous deux fois par jour, 7 jours sur 7 pour informer notre public fidèle. Avec une ligne éditoriale qui n'est pas celle de France 2. Et vous, tels des fossoyeurs de l'intérieur, vous allez nous expliquer votre intention ? Le préavis du 12 septembre sera négocié le 5, car vous n'avez même pas trouvé le temps de le faire avant ! Une semaine avant, soi-disant pour que nous ayons toutes les informations après la réunion des instances du Siège et du Réseau. Mais pour nous, élus du SNJ, avec la CGC, la CGT, la CFDT et l'UNSA notre préavis est facile à comprendre. Nous ne discuterons pas de « Tempo » tant que le préalable que nous posons ne sera pas accepté : le maintien des éditions nationales de France 3. Nous parlons au nom du SNJ, le syndicat qui s'est battu contre la fusion, jusqu'au bout ! Nous nous sommes battus pour préserver le Soir 3, jusqu'au bout ! Vous considérez sans doute que vous pourrez encore passer en force ! Soyez prévenus que nous sommes déterminés à défendre notre outil, nos « savoir-faire », notre dignité ! Nous défendons ce Service Public de l'information, face à vous qui au fil des années n'avez cessé de l'affaiblir, de le détruire !

Paris, le 29 août 2022

**Syndicat National des Journalistes
de France Télévisions**

Nous rendre visite : bureau D 142
Nous contacter : snj@francetv.fr

01 56 22 88 28